

numérique est de nature à nourrir une nouvelle grande idéologie. Et c'est cela, sans doute, qui rend cet avenir crédible : c'est sur le besoin de sacré et le vide de nos sociétés à cet égard qu'elle s'appuie. Est-il excessif de dire qu'Internet et les nouvelles technologies numériques viennent remplir l'absence de réponses aux aspirations spirituelles de nos contemporains ?

En 1620 paraissait le *Novum Organum* de Francis Bacon, dans lequel il dénonçait les idoles qui obscurcissent l'esprit. Celles du jour se nomment *Internet*, *NTIC*, *numérique*, *algorithmes*, *disruption*, etc. Nouvelles croyances portées par la convergence des messages qui viennent de tous les coins de la planète de la nouvelle société du spectacle. Mais de l'intérieur de cette société du spectacle, qui ne saurait être le lieu de l'exercice d'une véritable citoyenneté, qui se situe ailleurs dans la galaxie sociale.



À partir du moment où la politique a déserté le champ de la décision, où, pour le dire autrement, les problèmes ont été réduits à leur dimension économique, voire technique, ils deviennent de ce fait rationalisables, donc susceptibles d'être traités par des machines intelligentes. Puisque les algorithmes sont capables d'anticiper sur les désirs des individus (tout en les façonnant) et que les choix politiques sont assimilés à des choix marchands, l'avenir est ouvert à la transdémocratie. On peut imaginer qu'un jour le traitement par les *big data* se substituera au vote pour trancher des questions telles que le degré d'ouverture des économies au commerce international, l'arbitrage entre consommations individuelles et consommations collectives, le

niveau d'impôt qui y correspond, y compris sa répartition sur le critère de son efficacité économique, la gestion des flux migratoires, ou même le choix entre sécurité et liberté, impliquant l'effort national en matière de police et de justice, puisque traduisant de façon objective les désirs réels des femmes et des hommes (si l'on entend par «réel» les propositions «spontanées», telles qu'elles s'expriment, par exemple, dans les sondages).

De la politique-fiction ? Ni plus ni moins qu'il y a quelques années «vaincre la mort» relevait de la science-fiction ; c'est aujourd'hui un programme de Google<sup>21</sup>. En tout cas, la guerre est déclarée : le petit-fils de Milton Friedman, Patri Friedman, déclarait en avril 2009, sur le site du *think tank* libertarien *Cato Institute*, qu'une «course à mort» était engagée «entre la technologie et la politique»<sup>22</sup>. Ce point de vue est partagé par la plupart des entrepreneurs de la Silicon Valley.

Cet avenir est-il inéluctable ? Laissons la réponse ouverte à l'interprétation d'une conclusion de Tocqueville : «La Providence n'a créé le genre humain ni entièrement indépendant, ni tout à fait esclave. Elle trace, il est vrai, autour de chaque homme, un cercle fatal dont il ne peut sortir ; mais, dans ses vastes limites, l'homme est puissant et libre»<sup>23</sup>.

Maurice Merquier.

21. Google a investi tout récemment des centaines de millions de dollars dans sa société Calico dont la finalité officielle est de «tuer la mort».

22. Cité par Marc Dugain et Christophe Labbé dans *L'Homme nu. La dictature invisible du numérique*, Plon, 2016.

23. Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, t. II, chap. VIII, «Vue générale du sujet».

Wolfgang Streeck

## L'Allemagne et l'Europe

L'Europe se disloque, détruite par les Allemands, ses partisans les plus ardents. Dans le courant de l'été 2015, après avoir humilié les Grecs en leur faisant avaler ses nouveaux diktats de réforme, Angela Merkel s'est lancée dans un nouveau jeu visant à détourner l'attention du désastre économique et politique que l'union monétaire était devenue. Les brusques changements de politique ne sont pas nouveaux pour Merkel, dont la meilleure description serait la suivante : une politicienne postmoderne professant un mépris prémoderne, machiavélien, tant pour les causes que pour les hommes. Ayant fait adopter en 2003 par son parti un programme radicalement néolibéral, dérégulationniste et hostile au monde du travail, elle échappa de justesse, deux ans plus tard, à une défaite face à Gerhard Schröder. Devenue chancelière, elle utilisa ses fonctions et la grande coalition avec le Parti social-démocrate (SPD) post-Schröder afin de purger son parti du néolibéralisme et des néolibéraux et de le social-démocratiser au point de

le rendre méconnaissable. En 2011, après l'accident nucléaire de Fukushima, amplement couvert par les médias en Allemagne, il suffit de quelques jours à peine à Merkel, alors surnommée «*Atomkanzlerin*», pour ordonner la fermeture immédiate de huit centrales nucléaires et prendre l'initiative d'une loi pour éliminer toute production d'électricité nucléaire d'ici à 2022 au plus tard. Et cela, quelques mois seulement après avoir, non sans de fortes pressions politiques, amené le Bundestag à abroger le programme de suppression progressive du nucléaire adopté par la coalition Rouge-Vert en 2001 et à prolonger d'une moyenne de dix ans les licences d'exploitation des centrales nucléaires allemandes.

Virage à 180°

L'année dernière, la crise des réfugiés a offert à Merkel une nouvelle occasion de montrer à

quelle vitesse elle peut changer de tactique. Une fois de plus, le battage de la presse a influencé sa décision, comme il devait le faire quelques mois plus tard quand les émeutes du réveillon à la gare de Cologne – filmées avec des smartphones – ont déclenché un nouveau virage à 180° de sa politique. En juillet, un exercice de relations publiques, dans le cadre d'une campagne officielle pour encourager les ministres à rencontrer les citoyens ordinaires et à écouter leurs idées, a mal tourné. Un des jeunes invités à participer à un « dialogue » avec Merkel sur l'environnement – la fille de quatorze ans d'un demandeur d'asile palestinien – se plaignit à l'improviste devant les caméras de télévision : sa famille, qui vivait en Allemagne depuis quatre ans, risquait à tout moment d'être renvoyée au Liban. Dans un allemand impeccable, elle demanda pourquoi elle n'était pas autorisée à rester « pour profiter de la vie comme tout le monde ». Merkel répondit quelque chose du genre : « Nous ne saurions accueillir tout le monde, si fort qu'en soit notre désir. » La jeune fille se mit à pleurer. Ne sachant que faire, Merkel, d'un air impuissant, tapota la tête de l'enfant. L'épisode provoqua un tollé sur les réseaux sociaux. Quelques mois plus tard, les autorités annoncèrent à sa famille qu'ils pouvaient rester en Allemagne au moins une année de plus.

L'élite était persuadée que l'opinion allemande ne supporterait jamais des images comme celles de la « jungle de Calais ». Jour après jour, excités par Facebook et Twitter, les médias accusaient la France et la Grande-Bretagne de fouler aux pieds les droits de l'homme en traitant sans pitié les migrants. Puis, en septembre, la publication de la photo du petit Syrien mort, Alan Kurdi, contraignit les responsables politiques à une activité fébrile, quoique symbolique. L'idée était largement répandue, chez les

Allemands, que la mort du garçon était la faute de « l'Europe » dans son ensemble, y compris de l'Allemagne. Dans le même temps, les réfugiés avaient afflué en nombre croissant à la gare centrale de Budapest, apportant un nouveau lot d'images fortes ; la plupart de ces réfugiés semblaient se diriger vers l'Allemagne.

Un fin politique comme Merkel ne laissera jamais passer une bonne crise en pure perte. Ce ne sont pas seulement les récits des médias sur la souffrance des migrants qui l'ont conduite à inviter les réfugiés de Budapest à venir en Allemagne, sans leur demander de papiers ni leur poser de questions. « Montrer un visage amical dans une situation d'urgence », suivant ses dires, était destiné à faire honte à ceux qui, au cours de la crise de l'euro, avaient apprécié les caricatures de Merkel et de son ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, en uniforme nazi. Ouvrant la frontière allemande quand les frontières française et britannique demeuraient fermées, elle pouvait espérer se hisser à nouveau aux hauteurs morales occupées depuis si longtemps par ceux qui accusaient le gouvernement allemand de sado-monétarisme, voire pis.

Un autre facteur fut le marché du travail tendu auquel était confronté le patronat allemand – qui reste une des principales clientèles de Merkel –, surtout après que ses partenaires du SPD eurent imposé l'institution d'un salaire minimum. La rumeur courut dans la presse allemande que les réfugiés syriens, en particulier, possédaient toutes sortes de compétences et que se trouvaient parmi eux beaucoup d'ingénieurs et de médecins diplômés. Des instituts allemands de recherche économique prédirent un nouveau *Wirtschaftswunder*, tandis que le patronat promit d'investir largement pour former le nombre, présumé restreint, d'immigrants moins qualifiés. Tout le monde imaginait que, sinon

tous, la plupart des réfugiés et demandeurs d'asile – distinction bientôt perdue de vue dans l'excitation générale – resteraient longtemps, voire définitivement, en Allemagne. Pour Merkel qui, en octobre 2010, avait prétendu que « l'approche *multikulti* était un échec, un échec total », ce n'était plus un problème mais au contraire une solution : au cours du premier semestre 2015, plusieurs études indiquèrent que les mesures coûteuses adoptées par Merkel au cours d'une décennie de règne pour amener les familles allemandes à avoir plus d'enfants n'avaient eu quasiment aucun effet. Au début de l'été, pour éviter la crise démographique qui se profilait, Merkel chargea ses plus proches collaborateurs de tester l'atmosphère au sein du parti et dans l'opinion au sujet de la législation sur l'immigration, mais se heurta à une forte résistance.

Budapest était ce que les Grecs anciens appelaient un *kairos* : un coup de chance, par lequel un certain nombre d'oiseaux étaient placés de telle façon qu'on pouvait les tuer d'une même pierre. Comme toujours, chez Merkel, le politique prime sur les politiques. « Montrer un visage amical » permettrait aux Verts, lors des élections de 2017, de faire ce que leurs dirigeants voulaient de longue date sans oser le faire : entrer dans un gouvernement de coalition avec les chrétiens-démocrates. Merkel agit exactement comme lors de la réforme néolibérale de 2005 et de l'énergie nucléaire en 2011 : rapidement, de son propre chef et sans perdre de temps à s'expliquer. De même qu'elle l'avait fait en ordonnant l'*Energiewende* (la « transition énergétique ») alors que la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires était encore en vigueur (plusieurs groupes énergétiques réclament des dommages et intérêts devant la justice), elle compta sur les partis d'opposition au Bundestag

– Linkspartei et Verts – pour ne pas poser les questions qui fâchent, et ils l'obligèrent. Les membres de son parti ne pouvaient se plaindre : l'approbation de la position de Merkel par le SPD et leur désir de ne pas nuire à leur chef les avaient acculés dans une impasse. Une fois de plus, une décision « qui changera notre pays », suivant les mots de la chancelière, fut prise sans considération du processus démocratique ni, en l'occurrence, des formes constitutionnelles. Quand Merkel déclara les frontières ouvertes, il n'y eut ni décision du cabinet à cet effet ni déclaration officielle au Bundestag. L'opposition n'ayant pas posé de question – Merkel savait qu'elle n'en ferait rien –, personne ne sait à ce jour quel type d'ordre, légal ou non, a été donné, quand et par qui, à la police. Le ministère de l'Intérieur persiste à refuser les demandes de hauts responsables (dont l'ancien président de la Cour constitutionnelle, qui préparait un avis juridique sur la question pour le gouvernement bavarois) souhaitant avoir accès au décret ministériel qui aurait dû être adressé aux autorités frontalières.

Il y avait de bonnes raisons de poser des questions. Les réfugiés – plus d'un million – qui affluèrent en Allemagne en 2015 venaient tous de pays tiers sûrs. En vertu de la loi allemande et européenne, ils devaient se faire enregistrer par leur pays d'entrée dans l'Union européenne, puis attendre de se voir assigner une résidence légale dans un État membre. Merkel semble avoir décidé qu'elle pouvait passer outre sans risque. Quand tout le monde se plaignit que c'était un immense test de résistance pour la société allemande et un gigantesque projet d'engineering social, elle annonça souverainement que, s'il lui fallait s'excuser de « montrer un visage amical », ce « n'était plus [son] pays » : extraordinaire déclaration dans la bouche d'un dirigeant démocratiquement élu. De fait,

l'*Energiewende* en a apporté la démonstration, cela fait un bon moment qu'elle gouverne non plus comme le chef d'un régime parlementaire, mais comme un Président disposant de pouvoirs d'urgence. Pendant un certain temps, son entourage – qui, en l'occurrence, comprend tous les partis du Bundestag – a répondu aux interrogations sur la sagesse de sa politique de l'immigration en prétendant que la moindre expression de dissension « faisait le jeu de la droite » : c'est une arme rhétorique puissante en Allemagne. Jusqu'à Cologne, cela réduisit effectivement au silence ceux qui s'inquiétaient de la manière dont le gouvernement gérait la crise des réfugiés.

Entre septembre et janvier, le ministre de l'Intérieur se trouva court-circuité. Merkel gouverna directement, profitant de circonstances publiques soigneusement mises en scène – conférences de presse, *talk-shows* et conventions du parti – pour cultiver le soutien de ceux qui, au sein de la société allemande, voyaient dans l'afflux de réfugiés l'occasion de montrer au monde le nouveau visage amical de leur pays. Merkel n'a pas hésité à céder au pathos nationaliste à la Obama. Ainsi le 31 août, lors de sa conférence de presse annuelle d'été, quand elle déclara à ses compatriotes : « L'Allemagne est un pays fort... Nous avons fait beaucoup de choses, nous pouvons faire cela. Nous pouvons le faire et, si quelque chose se met en travers de notre chemin, il faut le surmonter. » Depuis six mois, elle s'est soustraite à tous les freins et contrepoids constitutionnels pour savourer les éloges que lui a prodigués, entre autres, le magazine *Time*, qui l'a désignée « Personne de l'année 2015 ». On a parlé d'elle comme d'une candidate pour le Nobel de la paix et, même, le 27 janvier, journée de la mémoire de l'Holocauste, a été transformé en *Merkelfest* quand l'écrivain autrichien survivant de l'Holocauste invité à prendre

la parole devant le Bundestag a déclaré à son auditoire que « ce pays, qui voici quatre-vingts ans a été responsable des pires crimes du siècle, a aujourd'hui gagné les applaudissements du monde en ouvrant ses frontières ».

---

#### Leçon de choses

---

Quid de l'Europe ? Et pourquoi s'attarder si longtemps sur la crise des réfugiés quand je suis censé traiter d'un livre sur la crise de l'euro ? La réponse est que la politique de l'immigration de Merkel offre une leçon de choses sur ce que les autres pays peuvent attendre de l'Allemagne sur le plan européen. De même que les États-Unis voient le monde comme un terrain de jeu élargi pour leur économie politique intérieure, l'Allemagne en est arrivée à tenir l'Union européenne pour une extension d'elle-même, où ce qui est bon pour l'Allemagne est par définition bon pour tous les autres. Cela n'a rien de particulièrement immoral : en fait, les Allemands jugent cela suprêmement moral, car ils identifient leur domination de l'Europe à un post-nationalisme compris comme un anti-nationalisme, à son tour considéré comme la leçon quintessentielle de l'histoire allemande. Proches en cela des États-Unis, les élites allemandes projettent ce qu'elles estiment évident, naturel et raisonnable sur leur monde extérieur, et s'étonnent que l'on puisse voir les choses autrement qu'elles. Peut-être les contestataires souffrent-ils de déficits cognitifs et ont-ils besoin de suivre les leçons de Schäuble dans la salle de classe de l'Eurogroupe ?

Un problème de cette autosatisfaction hégémonique est qu'elle empêche les autosatisfaits de voir la part d'intérêt égoïste dans ce qu'ils tiennent pour moralement évident. L'intérêt des

industries exportatrices allemandes, par exemple, soutient l'identification allemande de l'« idée européenne » à la monnaie unique. Le problème est exacerbé par le fait que l'intérêt national, à tort jugé identique à l'intérêt de tous les êtres humains raisonnables, en Europe et au-delà, est nécessairement façonné par l'intérêt politique du gouvernement et de son bloc social dominant, qui est de préserver leur pouvoir. Cela met les pays périphériques à la merci des jeux de pouvoir nationaux ainsi que des ethnocentrismes moraux et sémantiques des pays du centre, lesquels sont difficiles à déchiffrer pour les *outsiders* – surtout avec un dirigeant postmoderne comme Merkel qui, libre des engagements fermes et des contraintes constitutionnelles, a perfectionné l'art de rester au pouvoir au moyen de changements de cap imprévisibles.

En pleine crise des réfugiés, l'Europe a été entraînée dans les péripéties compliquées de la politique intérieure allemande. Merkel a informé de bonne heure un public allemand étonné que le contrôle des frontières nationales était devenu « impossible au XXI<sup>e</sup> siècle », et accompagné son propos d'une âpre critique du gouvernement hongrois qui s'appêtait à fermer ses frontières. Après Cologne, bien entendu, la fermeture des frontières fut soudain de nouveau possible, et la Hongrie redevint un modèle pour le reste de l'Europe, en particulier pour la Grèce, que Berlin avait menacé d'exclure de l'espace Schengen si elle fermait les siennes. La loi allemande interdit – c'est du moins ce que dit le gouvernement – de renvoyer des immigrants potentiels dès lors qu'ils ont exprimé le désir de demander asile. Merkel a donc dû obtenir des Grecs, et de l'Europe entière, qu'ils observent ce principe, de crainte que son électorat favorable à l'immigration ne se dise qu'il y avait anguille sous roche. La charge de tenir les migrants à l'écart de

l'Europe revint alors à la Turquie, censée mettre fin au trafic illégal de migrants vers la Grèce ; autrement dit, elle incombait à un pays dont le bilan en matière de droits de l'homme laisse penser qu'il n'est pas particulièrement attentif quand il traite de réfugiés, syriens ou autres. Bien entendu, la coopération turque avait un prix, et même si, par le passé, Merkel s'était fermement opposée à la demande d'adhésion de ce pays à l'UE, elle changea alors de tactique : s'exprimant au nom de l'Europe dans son ensemble, elle promit à Erdoğan des négociations accélérées sur l'accession pour le remercier d'empêcher d'entrer en Grèce les réfugiés syriens qu'elle avait invités à entrer en Allemagne. Quand la Turquie réclama aussi de l'argent, Merkel voulut y voir une affaire de « solidarité européenne », de même que pour le financement de l'agence de protection des frontières de l'UE, Frontex, qui patrouille le long des côtes grecques et italiennes. Les frontières européennes deviennent les frontières allemandes et, par implication, l'Europe devient l'Allemagne. Mi-février, des cuirassés allemands sous commandement de l'OTAN patrouillaient en Méditerranée pour intercepter les migrants et les renvoyer en Turquie. Puisque les cuirassés de l'OTAN ne sont ni européens ni allemands, quand bien même ce sont des cuirassés allemands, les rescapés peuvent être renvoyés sans que les tribunaux allemands ou les Verts s'en mêlent.

L'immigration a donc été une fois de plus « européanisée » alors que l'Europe est devenue plus « germanisée » que jamais. La priorité absolue de Merkel est d'éviter de devoir fermer la frontière allemande, comme le Danemark et la Suède ont fermé les leurs : les frontières fermées sont des images déplaisantes et elles poussent aussi les électeurs allemands à se demander si cela vaut la peine de payer pour

l'Europe s'ils doivent s'arrêter à la frontière quand ils partent en vacances. De surcroît, les milieux d'affaires allemands se sont mis à raconter que la fin de Schengen coûterait des milliards d'euros à cause du temps perdu aux frontières intérieures de l'Europe, mais aussi des dizaines de milliers d'emplois. Malgré tout, il fallait donner à l'opinion allemande une raison de croire que le nombre d'immigrants arrivant en Allemagne allait diminuer. Les États membres de l'Union européenne doivent donc consentir à accueillir une partie des migrants invités par l'Allemagne, alors même qu'ils n'ont pas été consultés avant l'offre de Merkel. Leur nombre pourrait bien n'avoir aucune limite supérieure, aucun *Obergrenze* (plafond), pour reprendre un terme déclaré anathème par la machine des relations publiques de Merkel, et qui, de ce fait, est devenu dans le discours public allemand signe de *Fremdenfeindlichkeit* (xénophobie, sinon racisme). Il est cependant difficile aux pays membres de s'engager à laisser entrer une proportion définie d'un nombre total indéfini de migrants. Le Visegrád-*bashing* – Visegrád représentant l'alliance de quatre pays d'Europe centrale : République tchèque, Pologne, Slovaquie et Hongrie – suivit le Hongrie-*bashing*, et les responsables politiques allemands se mirent à menacer la Pologne, entre tous les pays, de sanctions financières, si elle ne s'alignait pas sur la « solidarité européenne » à l'allemande.

Le tout dernier changement de cap de Merkel, avec trois élections critiques imminentes dans les *Länder*, fut annoncé le 30 janvier lors d'une conférence de la CDU : dans son discours, elle fit valoir que la « protection de la Convention de Genève est pour l'instant limitée à trois ans ». Les réfugiés devaient comprendre que leur statut n'était que temporaire. Utilisant le *Du*, de préférence au *Sie*, plus formel, elle poursuivit : « Nous

espérons que, une fois la paix revenue en Syrie, et quand l'État islamique en Irak aura été vaincu, avec les compétences que tu auras reçues ici, tu retourneras dans ta patrie. » Alors que les propos étaient censés calmer l'opposition croissante à l'immigration et, peut-être, dissuader certains éventuels migrants, les principaux partisans de la *Willkommenskultur* peuvent encore accrocher leurs espoirs au fait qu'en Allemagne les réfugiés se voient normalement accorder un permis de séjour *sine die* après trois ans, et que seul un nombre infime d'entre eux sont renvoyés dans leur pays d'origine même si, à l'issue d'une longue procédure juridique, il est décidé qu'ils n'ont aucune raison de rester.

Le résultat de ces équivoques, de ce double langage et du *Merkelspeak*, ce mélange difficile à démêler d'intérêt égoïste et de sentimentalité, est une immense confusion politique et institutionnelle causée par l'imposition à l'Europe de la politique allemande, déguisée en une politique européenne pour laquelle il n'y aurait aucune solution de rechange. Cette politique implique une restructuration de la citoyenneté par l'immigration, pas uniquement en Allemagne, où cela pourrait paraître économiquement ou démographiquement opportun, mais aussi dans d'autres pays européens où ce n'est certainement pas le cas. D'où l'essor rapide du sentiment anti-allemand en forme de sentiment anti-européen, non seulement parmi les élites politiques mais aussi, et de façon plus marquée, dans l'électorat.

Les dommages sont du même ordre pour l'Union économique et monétaire (UEM) : les solutions européennes dictées par l'Allemagne se sont soldées par un désastre économique et politique. De même que pour l'immigration, beaucoup, en Europe, réclament désormais plus d'autonomie nationale en matière de politique économique, y compris de politique monétaire.

Jamais on a autant discuté d'un « plan B » pour l'euro, au cas où la France et l'Italie échoueraient dans leurs efforts pour imposer à l'Allemagne et à ses alliés une solution européenne non allemande à la crise. La nouvelle « question européenne » est de savoir si l'unique façon de protéger l'Europe des cabrioles d'une chancelière allemande et de son pouvoir de plus en plus personnel consiste à démanteler les règlements européens centralisés comme Dublin et Schengen en même temps que l'euro.

---

#### Le problème monétaire européen

---

On en arrive enfin au livre excentrique et rafraîchissant de Martin Sandbu<sup>1</sup>. Sa thèse, en résumé, est que ce serait une erreur de renoncer à l'union monétaire, puisqu'une monnaie européenne commune, malgré ce que l'on raconte aux Européens, ne doit pas être nécessairement une monnaie allemande commune, exigeant une économie politique allemande commune. L'euro, soutient Sandbu, laisse assez de place à la diversité, à l'autonomie et à la démocratie nationales. L'état déplorable de l'UEM est le fruit de décisions politiques mal conçues, prises du fait de l'hégémonie allemande mais encouragées par l'opportunisme français et une myopie stratégique collective. Selon Sandbu, fédéraliste européen déclaré, l'Europe et le monde ont besoin de l'euro, mais il serait mieux régulé qu'il ne l'est aujourd'hui s'il l'était aux conditions britanniques, qui préserveraient la souveraineté nationale indépendamment de la monnaie supranationale commune. Dès lors, soutient Sandbu, non seulement la Grande-Bretagne aurait pu rester dans l'Union européenne, mais

elle aurait dû adopter l'euro dans son intérêt comme dans celui de l'Europe et de tout le monde.

Le livre de Sandbu est tout à la fois rétrospectif et tourné vers l'avenir ; son auteur – ce qui n'est guère étonnant puisqu'il travaille pour le *Financial Times* – a la certitude enviable de savoir exactement ce qui s'est mal passé avec l'euro et comment y remédier. Il développe une critique cinglante des « politiques de sauvetage » européennes menées après 2008 et par lesquelles, selon lui, l'Allemagne a imposé ses intérêts nationaux et son idéologie au reste de l'Europe. Il s'étend longuement sur les erreurs et les raisons pour lesquelles elles ont été commises. Cela éprouve la patience du lecteur, mais Sandbu a raison : un renflouement interne des pays qui avaient espéré profiter des prêts à haut risque pour ceux qui sont devenus les « pays débiteurs » aurait pu épargner à l'Europe maintes divisions politiques, les atteintes à la souveraineté et à la démocratie nationale, la servitude pour dettes et les souffrances économiques que les pays de l'Euroland ont dû endurer pour que les banques ainsi que leurs actionnaires et leurs créanciers puissent être renfloués.

Sandbu brosse un tableau révisionniste intéressant de la crise européenne d'après 2008. À l'en croire, elle ne doit rien aux spécificités de l'euro mais a pour cause une bulle du crédit qui a affecté la plupart des pays capitalistes riches au tournant du siècle. Cette bulle, due aux pays excédentaires qui, sous la houlette allemande, ont déplacé leurs capitaux du nord au sud, a eu des conséquences aussi dévastatrices en raison de la politique nationale suivie par les pays

1. Martin Sandbu, *Europe's Orphan: The Future of the Euro and the Politics of Debt*, Princeton, Princeton University Press, 2015.

débiteurs et permettant d'utiliser le crédit fourni par les prêteurs téméraires à des fins de consommation plutôt que pour améliorer la productivité. Sandbu soutient que les pays débiteurs comme la Grèce et l'Espagne n'avaient pas de « problème de compétitivité » – contrairement au diagnostic des pays créanciers et des organisations internationales –, mais souffraient simplement d'une surconsommation rendue possible par l'argent emprunté. Il aurait fallu laisser les gouvernements nationaux, responsables de la bulle avec les banques imprudentes, en assumer tout seuls les conséquences, moyennant une restructuration de la dette et une résolution bancaire suivies d'une réforme structurelle ainsi que d'une expansion budgétaire. Au lieu de quoi les pays créanciers ont renfloué les pays débiteurs pour leur permettre d'assurer le service de la dette, essentiellement entre les mains d'institutions financières allemandes et françaises. En contrepartie, ils attendaient des politiques d'austérité qui étaient censées accroître la compétitivité nationale mais qui ont, en fait, simplement étouffé la croissance. Sandbu attribue l'insistance sur l'austérité aux obsessions « morales » de l'Allemagne, selon laquelle une dette doit toujours être remboursée intégralement quoi qu'il advienne : il souscrit à la théorie des « Allemands fous (*mad*) » plutôt que « mauvais (*bad*) ». Cela le dispense de la nécessité d'envisager la possibilité que l'Allemagne, comme d'autres pays, ait pu craindre que les primes de risque sur la dette publique n'augmentent du fait de l'obligation pour les créanciers d'accepter des « coupes de cheveux » – une augmentation qui poserait à son tour des problèmes aux pays endettés, où le service de cette dette absorbe une part significative des dépenses publiques.

Se tournant vers l'avenir, Sandbu soutient qu'un régime monétaire commun est possible

sans créer une situation dans laquelle les Allemands le dirigent tandis que les autres pays y résistent jusqu'à ce que, comme avec la crise de l'immigration, nous nous retrouvions dans une impasse coûteuse. La souveraineté nationale, assure l'auteur, est compatible avec l'union monétaire ; aucun contrôle centralisé n'est nécessaire. En particulier, nul besoin de taux de change flexibles entre pays européens, si différents qu'ils puissent être, ni de mutualisation de la dette. (Après tout, l'étalon-or est compatible avec la démocratie nationale.) De plus, sous le parapluie de la monnaie commune, subsiste une latitude pour les coalitions volontaires des pays désireux et capables : des groupes de pays peuvent émettre des euro-obligations, par exemple, avec ou sans participation de l'Allemagne, de même que des groupes de pays se rassemblent actuellement pour remplacer le défunt régime de Schengen. Même s'il y avait un problème de compétitivité, que les pays jouissant de la souveraineté monétaire résoudraient normalement par une dévaluation monétaire, la dévaluation budgétaire ferait l'affaire, les pouvoirs publics amputant les coûts non salariaux du travail et empruntant pour combler le déficit budgétaire.

Bien entendu, l'optimisme de Sandbu suppose que le gouvernement allemand puisse se convaincre, lui et ses électeurs, d'abandonner son « idolâtrie de la dette » et résister aux pressions américaines pour protéger les prêts et les banques des États-Unis. Sandbu souhaite que les Allemands apprennent cette leçon des Britanniques : une banque qui accorde un crédit à des États surendettés, ou à des entreprises et des consommateurs peu susceptibles de le rembourser, doit en supporter les conséquences ; il ne devrait pas y avoir de renflouement des prêteurs imprudents sous couvert de solidarité

internationale. D'autres conditions doivent être satisfaites. Notamment, les Allemands devraient céder leur rôle de gendarmes aux marchés financiers ; les Français, abandonner l'idée que les États sont plus malins que les banques et se débarrasser de leur « vanité et du manque de confiance qui la sous-tend bien souvent » ; et les Britanniques, se défaire de leur obsession d'« équilibrer » les pouvoirs européens et rejoindre l'UEM pour empêcher l'Allemagne de s'instituer comme l'unificatrice de l'Europe (et, ce faisant, faire exploser la construction européenne). En outre, sous la pression de marchés financiers désormais plus attentifs au risque, les pays accusant un retard de productivité doivent imposer les réformes intérieures nécessaires à l'efficacité d'une relance budgétaire nationale – ces mêmes réformes qui, malgré les pressions conjuguées de Berlin, de l'UEM et de l'Europe, ont jusqu'ici échoué face à la résistance de la population et des élites. Les institutions nationales propices à l'inflation, notamment les régimes de fixation des salaires, doivent être transformées en dispositifs qui renforcent la productivité, tandis que les gouvernements démocratiquement élus doivent résister à la tentation de laisser le crédit servir aux dépenses de consommation. Derrière ce scénario d'un lendemain radieux sous l'égide de l'UEM, on devine un économiste qui mesure mal l'inertie des institutions, des structures sociales et des modes de vie établis. Il surestime aussi, d'ailleurs, la capacité des marchés à punir et corriger l'opportunisme politique, comme celle des Trésors à gouverner et restructurer les économies et les sociétés moyennant des doses habilement mesurées de monnaie et de crédit – un rêve que Keynes est pardonnable d'avoir caressé dans une société incomparablement plus déférente qu'aujourd'hui envers l'autorité établie.

La conviction de Sandbu qu'une monnaie européenne commune peut être gérée sans hiérarchie internationale incline à des « erreurs spontanées ou imposées par les Allemands » est assez juste. Mais *peut-on*, en l'occurrence, faire abstraction de la politique, ou du lien du gouvernement allemand avec son électorat, ou des rapports des États du Nord avec leurs périphéries méridionale et orientale, ou encore des élites du Sud, qui réclament des infusions de liquidités pour empêcher leurs États et leurs sociétés de se disloquer ? Et *peut-on* se fier aux marchés pour rendre le politique superflu ? Même si la crise de la dette, comme le suggère Sandbu, est résolue par le défaut souverain et le pardon de la dette, et si une forme de croissance peut être restaurée par une politique de productivité plutôt que de consommation financée par la dette, cela comblera-t-il l'écart entre les revenus et les niveaux de vie de l'Europe du Nord et de l'Europe du Sud, empêchant ainsi la demande d'une « union de transfert » ? Il y a certainement place pour le doute : voyez les disparités régionales apparemment insurmontables entre l'Italie du Nord et l'Italie du Sud, ou entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, où une autre union monétaire non optimale fut instituée voici un quart de siècle. À la différence de la disparité entre le nord et le sud de l'Italie, l'écart de revenu régional en Allemagne ne saurait être imputé aux crimes de la mafia, pas plus que l'on ne saurait déplorer un manque de « réforme » en Allemagne de l'Est : l'ancienne élite y a été écartée en 1990 par un transfert complet du système ouest-allemand. Reste que, depuis maintenant près de deux décennies, le revenu par tête en Allemagne de l'Est a été entre 24 % et 30 % inférieur à son niveau de l'Ouest, et les recettes fiscales encore plus faibles, alors même que, depuis le tournant du siècle, il y a eu un transfert annuel de l'Ouest

vers l'Est de 3 % à 4 % du PIB. Tout cela empêche cependant l'écart de se creuser.

La vision de Sandbu – celle d'un avenir prospère sous une monnaie commune, et une autonomie nationale policée avec bienveillance par un marché financier bien ordonné – peut passer pour une utopie d'économiste. Reste à voir si l'union monétaire va s'effondrer, comme Dublin et Schengen. Le plus probable semble, hélas, une grande pagaille durable. L'autonomie nationale et la souveraineté seront au centre d'une succession de batailles indécises sur le sens des traités européens, le rôle politique et la compétence juridique de la Banque centrale européenne, la teneur de nouveaux trains de réformes et l'ampleur des transferts auxquels auront droit les pays qui se réforment – le tout accompagné d'une montée de l'aliénation populaire et du mécontentement des électeurs. Le Nord menacera d'affamer le Sud, lequel se liguera contre le Nord ; l'Allemagne entreprendra de « réformer » la France, qui exigera de l'Allemagne une « solidarité européenne ». Il y aura une décennie d'animosité, de récriminations mutuelles, de rafistolages temporaires et de respect sans cesse déclinant pour les partis centristes, les gouvernements nationaux et les institutions internationales. Un épisode affreux, brutal et, hélas, loin d'être bref.

#### Le Brexit, les réfugiés et l'Allemagne

Il est désormais clair que l'immigration est une raison majeure, sinon décisive, du choix des Britanniques de quitter l'Union européenne<sup>2</sup>. Le Royaume-Uni a eu de longue date de forts contingents d'immigrants venus du Commonwealth. L'accession à l'Union européenne a

ajouté la libre circulation de la main-d'œuvre au sein du marché intérieur au titre de ses « quatre libertés ». En 2004, l'élargissement à l'Est a provoqué une vague d'immigration depuis la Pologne et d'autres pays, encouragée par le gouvernement travailliste de l'époque, qui renonça à la période de transition accordée par les traités et laissa la mobilité prendre effet immédiatement sur le marché du travail britannique<sup>3</sup>. On a des raisons de penser que ce fut une réponse au vieux déficit de compétences de la main-d'œuvre intérieure, dû au sous-investissement dans le domaine de l'éducation, et, plus généralement, un moyen de faire pression sur les travailleurs britanniques, notamment en bas de l'échelle, pour qu'ils deviennent plus « compétitifs ». Il en résulta un ressentiment populaire croissant contre la politique de l'immigration et du marché du travail, et notamment la rhétorique morale cosmopolite déployée pour la justifier<sup>4</sup>.

2. Cette dernière partie de l'article, écrite en août 2016, après le référendum britannique, constitue un post-scriptum à l'analyse développée dans ce qui précède (parue, rappelés-le, en mars 2016).

3. D'autres pays, dont l'Allemagne dirigée par le gouvernement vert-rouge de Schröder, profitèrent de la possibilité d'un délai de sept ans concernant l'immigration depuis les nouveaux pays membres. Cela fit longtemps de la Grande-Bretagne l'unique pays de l'Union européenne ouvert aux Polonais et aux autres Européens de l'Est à la recherche d'un emploi. Si le gouvernement Blair fit savoir qu'il n'attendait pas plus de 13 000 immigrants polonais, leur nombre finit par atteindre 750 000, plus des centaines de milliers d'autres Européens de l'Est. Voir Tom Bower, « Zu viel der Freizügigkeit », *Die Welt*, 2 juillet 2016, p. 11, et Tom Bower, *Broken Vows : Tony Blair - The Tragedy of Power*, Londres, Faber & Faber, 2016, pp. 252 sq., 390 sq., 399 sq.

4. Le cosmopolitisme libéral, partisan de l'économie de marché, se présente comme l'héritier contemporain, dans un monde « globalisé », de l'internationalisme ouvrier des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Il s'agit de faire oublier que ce dernier impliquait une action politique collective pour protéger les travailleurs et empêcher qu'ils ne fussent mis en concurrence avec d'autres travailleurs pour gagner leur vie. L'internationalisme libéral, en revanche, fait pour les ouvriers une affaire d'obligation morale et de solidarité de se laisser évincer de leur travail par d'autres ouvriers disposés ou contraints de travailler pour moins.

L'initiative de Cameron de négocier des changements cosmétiques dans les traités européens puis d'appeler à un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'UE a été en partie une réaction à la montée du ressentiment contre l'immigration. Son espoir était d'arracher à Bruxelles assez de concessions sur la « libre circulation » pour que le gouvernement triomphe de l'euro-séparatisme, tel qu'il est en particulier représenté par un nouveau parti politique, l'UKIP (UK Independence Party). De même, le triomphe du *Remain* devait asseoir, une fois pour toutes, la légitimité politique d'un marché du travail national ouvert avec une offre de main-d'œuvre effectivement illimitée. Prônant le Brexit, les opposants de Cameron, conduits par son vieux rival Boris Johnson, voyaient dans le référendum une occasion de faire éclater le parti travailliste en enfonçant un coin entre sa clientèle ouvrière traditionnelle et ses partisans issus de la bourgeoisie cosmopolite et libérale, et ainsi d'absorber dans le camp conservateur à la fois l'UKIP et l'électorat ouvrier hostile à l'immigration.

Que Cameron ait perdu et Johnson gagné, à la surprise de l'un comme de l'autre, s'explique largement par le déroulement de la « crise des réfugiés » en Europe en 2015, telle que l'Allemagne et le gouvernement Merkel l'ont gérée. Les pathologies propres au système politique et aux politiques allemandes – patentes tout particulièrement, mais pas exclusivement, dans la politique de l'immigration et du droit d'asile, avec leur potentiel explosif involontaire, mais d'autant plus efficace, au sein de l'Union européenne – étaient perceptibles dès le début de 2016 quand j'ai écrit mon premier article. Que la dysfonctionnalité massive de l'eupéanisme allemand pour la cohésion européenne dût se manifester de manière aussi spectaculaire à peine quelques mois plus tard, dans un épisode

aussi fatidique que le vote britannique, est une chose que même un « europessimiste » hésitait alors à prédire. Les ingrédients d'une longue série de bombes à retardement n'en étaient pas moins réunis, ainsi que l'indiquait cet article : en particulier, une vision politique du monde, spécifiquement allemande, fondée sur une négation moraliste de l'existence d'intérêts nationaux légitimes, imposant et permettant à la classe politique allemande de présenter les intérêts et les choix politiques de Berlin comme des intérêts et des choix européens généraux pour lesquels il n'y avait aucune solution de rechange, ni allemande ni nationale ; un malentendu ethnocentrique profondément enraciné, en ce sens que les signaux venant de la politique intérieure et de l'opinion allemande concernant la politique de Berlin sont perçus comme des signaux européens, et le bon sens allemand comme la manifestation du bon sens européen, voire mondial ; un régime parlementaire dirigé par une chancelière à la manière d'un Président non partisan, permettant des volte-face rapides et imprévisibles au gré des opportunités ou des nécessités ; et l'absence d'une opposition posant des questions gênantes et dévoilant ainsi, y compris pour le monde extérieur, les intérêts à la base de choix présentés comme des devoirs humanitaires, au-delà même des choix politiques.

Dans les années à venir, il appartiendra aux historiens de démêler les mobiles qui se cachent derrière l'ouverture des frontières allemandes à la fin de l'été 2015. Il semble y avoir eu un désir de détourner l'attention du massacre du gouvernement grec Syriza inspiré par l'Allemagne et de regagner une certaine hauteur morale en présentant un contraste favorable avec la « jungle de Calais » qui attirait l'attention inlassable de la presse et, surtout, des « réseaux sociaux » allemands. Joua aussi, on l'a dit, le désastre de

Merkel en matière de relations publiques face à Reem, la réfugiée palestinienne<sup>5</sup>. Sur un plan moins émotionnel, l'économie allemande souffrait d'une pénurie chronique de main-d'œuvre, avec la crainte, au sein du patronat, que les goulets d'étranglement ne fassent monter les salaires ou n'imposent une délocalisation de la production à l'étranger pour défendre la part de marché international. Pendant un temps, on avait placé de grands espoirs dans les ingénieurs espagnols formés à l'université, mais que la crise, chez eux, poussait à accepter des emplois dans les usines allemandes d'automobiles. Or la liberté de circulation limitée à l'immigration au sein de l'UE n'était pas suffisante pour combler le déficit démographique du pays et, surtout, assurer la solvabilité à long terme de son système de sécurité sociale. D'où le retour en force du vieux problème d'une politique allemande de l'immigration. Toutefois, l'adoption d'une telle loi avait toujours échoué entre la résistance conservatrice au sein du parti même de Merkel et les désirs multiculturels des éléments libéraux et cosmopolites dans les rangs des sociaux-démocrates et des Verts. Comme on devait le voir clairement au cours de l'été 2015, le pays n'était pas près de sortir de l'impasse.

La tentation devint alors irrésistible d'utiliser la politique des réfugiés et de l'asile comme substitut d'une véritable politique de l'immigration – comme politique de l'immigration par une porte dérobée. Comme on devait l'apprendre début 2016, une société de conseil travaillant pour le gouvernement fédéral, Prognos, avait estimé que l'Allemagne aurait besoin de 500 000 immigrants par an, au cours des vingt-cinq prochaines années jusqu'en 2040, pour que le pays évite un déclin de son offre de travail<sup>6</sup>. À la différence de l'immigration classique, dont le gouvernement devait assumer la responsabilité,

l'immigration au nom du droit d'asile et de la protection des réfugiés avait l'avantage de pouvoir être présentée comme une obligation humanitaire, de surcroît consacrée par le droit international, à laquelle il n'y avait pas d'« autre solution », ni morale ni légale. Les arguments économiques pour l'immigration auraient pu être contestés et provoquer des questions sur les salaires et les opportunités d'emploi pour les travailleurs allemands présents et futurs ; les arguments humanitaires, en revanche, auraient le soutien des Églises et de ceux qui croient à une responsabilité spéciale de l'Allemagne en matière humanitaire. De plus, le droit allemand, européen et international sur l'asile et le traitement des réfugiés pouvait s'interpréter comme ne fixant aucune « limite supérieure » au nombre des immigrants qu'un pays pouvait accepter. C'était une manière d'externaliser la décision sur le volume de l'immigration et de donner un sens supplémentaire, légal, à une affirmation de Merkel qui avait provoqué la stupeur dans les capitales européennes : à l'ère de la « mondialisation », il n'était plus possible de contrôler les frontières.

La politique de l'immigration camouflée en politique de l'asile et des réfugiés avait l'avantage supplémentaire de permettre de l'« européeniser », en utilisant la machine de Bruxelles pour la mettre en œuvre et la légitimer. Pour ce faire, il

5. En juillet 2016, on apprit que Merkel l'avait invitée en avril à la chancellerie. Avant cela, sa famille et elle avaient obtenu un permis de séjour en Allemagne pour plus de deux ans. Ainsi étaient-ils assurés de dépasser le cap des trois ans, après lequel les migrants sont effectivement autorisés à rester indéfiniment.

6. Prognos AG, *trendletter* : « Vom Krisenmodus zur Strategie – Zuwanderung und Teilhabe », 2016, pp. 12-13. Ce nombre, soit dit en passant, correspond à peu près au nombre moyen admis chaque année en Grande-Bretagne par les gouvernements travaillistes de Blair et de Brown (T. Bower, « Zu viel der Freizügigkeit », art. cité, p. 399 sq.).

fallait amener d'autres pays membres à partager, ou à feindre de partager, l'interprétation allemande du droit international et européen. Telle que les interpréta initialement le gouvernement allemand, durant l'automne 2015, les obligations européennes interdisaient de fermer les frontières extérieures de l'Union et les frontières intérieures entre les pays de l'espace Schengen aux migrants, quelle que fût leur nature ou leur origine, dès lors qu'ils prenaient soin de demander l'asile ou de solliciter une autre forme de protection. Personne d'autre ne voulant souscrire à cette interprétation, la Hongrie, petit État membre dont le gouvernement était impopulaire dans les cercles libéraux, fut désignée comme bouc émissaire et publiquement condamnée pour avoir considéré que Schengen lui faisait obligation de policer ses frontières extérieures. L'europanisation, même si elle n'était que sur le papier, devait rendre inattaquable en Allemagne la politique de réfugiés-avec-immigration choisie par Merkel, en particulier dans la mesure où elle promettait de tempérer le refus du gouvernement de spécifier une « limite supérieure » par des quotas pour allouer réfugiés et demandeurs d'asile entre pays membres. Mais cela nécessitait des pressions politiques, surtout sur les pays membres plus petits dont l'opinion publique ne tolérerait pas un nombre non spécifié de migrants choisis pour eux par Bruxelles. La Grande-Bretagne et la France, en revanche, échappèrent aux pressions allemandes et « européennes » – même s'il apparaît aujourd'hui que la rhétorique des quotas a influencé l'électorat britannique. En fait, avec le recul, il semble que l'europanisation de la stratégie allemande d'immigration par l'asile était d'emblée exclusivement destinée à la consommation intérieure : la preuve en est que l'invitation lancée par Merkel, début septembre 2015, aux migrants sur la route

des Balkans (« Mutter Merkel », avec *selfies* et tout) le fut sans consultation des autorités de l'Union européenne ou des gouvernements des États membres. De surcroît, aucune attention ne fut prêtée à la diversité des marchés du travail et des conditions politiques dans les pays censés accueillir une part fixe de ce qui devait être un afflux de migrants illimité et parmi lesquels se trouvaient des pays à fort taux de natalité (Pologne, Irlande), à politique familiale ambitieuse (Hongrie), à marché du travail faible (Espagne) ou aux perspectives économiques incertaines (Italie).

On ne saurait retracer ici en détail comment la manœuvre de Merkel a échoué et a mis fin à l'intégration européenne telle que nous la connaissons. En France, après les attentats de novembre, la sécurité a pris le pas sur l'asile, tandis que la Grande-Bretagne, nous le voyons aujourd'hui, était aux prises depuis un certain temps avec un sentiment anti-immigration croissant. En Allemagne, les événements du réveillon, à Cologne, ont provoqué un virage à 180° des médias sociaux, tandis que le nouveau climat était renforcé par les informations, que la presse cessa d'édulcorer, sur les conflits avec et entre les migrants déçus : sur les bizarreries du droit d'asile allemand ; la pagaille bureaucratique consécutive à l'obligation de traiter les dossiers d'un million de réfugiés assurant, pour la plupart, avoir perdu leurs papiers ; les difficultés et le coût élevé de leur logement et de leur scolarisation, etc., etc. Dans la perspective des trois élections régionales importantes de mars, Merkel ne devait pas donner l'impression à ses partisans de la *Willkommenskultur* qu'elle les avait abandonnés tout en rassurant les électeurs hostiles aux réfugiés : l'immigration sans frein était bel et bien terminée. Pour cet exercice nécessaire d'équivoque – discipline dans laquelle elle excelle

de longue date<sup>7</sup> –, elle se tourna vers la Turquie pour arrêter le flot, avec un accord présenté comme la « solution européenne » qu'elle avait promise dès le début. Et, en prime, la perspective d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne, à laquelle Merkel s'était toujours farouchement opposée. Tout cela exigeait une grande indulgence de la part des Européens : en contrepartie, l'Allemagne devait effectivement s'abstenir d'insister sur le respect des quotas de réfugiés.

Dans les mois suivants, le nombre d'immigrés a décliné jusqu'à devenir presque négligeable. Le prix à payer au Président turc s'est accru : en position de force dans les négociations – il peut rouvrir à tout moment la route des Balkans –, Erdoğan s'est senti encouragé à réprimer le mouvement kurde, puis à purger l'État et l'armée de ses derniers opposants. Personne ne sait combien de temps le gouvernement allemand peut continuer de travailler avec lui, d'autant que ses nombreux partisans dans la forte communauté turque allemande commencent à importer le conflit turc dans leur pays. Dans le même temps, l'enthousiasme du patronat pour cette politique d'immigration par l'asile est vite retombé quand il est apparu que la plupart, sinon la totalité des réfugiés, avaient besoin d'une formation approfondie avant que l'industrie allemande ne puisse les employer. En juillet 2016, on a ainsi appris que les trente sociétés du DAX<sup>8</sup> n'avaient pas embauché, dans des emplois stables, plus de cinquante-quatre réfugiés de 2015<sup>9</sup>. Après que le Premier ministre hongrois Orbán eut rendu visite dans sa résidence privée à Helmut Kohl souffrant, Merkel applaudit publiquement ses efforts pour sécuriser les frontières extérieures de l'Union européenne – d'autant que les attentats terroristes de juillet en Allemagne excluent désormais à jamais

la réouverture des frontières allemandes ou, en l'occurrence, européennes, comme à l'automne 2015. De ce fait, le régime de Dublin n'est plus qu'une épave, tandis que la Hongrie organise cet automne un référendum sur les quotas d'immigration européens ; il en va de même pour l'espace Schengen, alors que les pays scandinaves continuent d'assurer activement la police à leurs frontières. De surcroît, le gouvernement allemand et son vaste appareil bruxellois ont perdu toute autorité sur la politique des réfugiés des pays membres qui se trouve, de ce fait, renationalisée. En outre, les négociations avec la Grande-Bretagne dans le cadre de l'article 50 approchent avec une issue incertaine ; l'Allemagne devra trouver des moyens plus traditionnels de compenser son faible taux de natalité ; enfin, l'opinion s'intéresse de nouveau au problème de l'UEM, avec les banques italiennes qu'il va falloir « sauver » et la Grèce qui attend, inévitablement, une autre vague d'amour vache.

Tout ce que l'Allemagne a fait adopter à l'Europe sous couvert de politique européenne n'est pas pris au sérieux par les autres pays de l'UE, et aujourd'hui moins que jamais. Pour

7. À l'heure actuelle, elle a chargé l'un de ses hommes de main, Volker Kauder, chef de file du parti chrétien-démocrate au Parlement, de diffuser ce message : « La politique des réfugiés d'Angela Merkel marche » – la preuve en est que presque aucun nouveau réfugié n'arrive.

8. L'équivalent allemand du CAC-40 français. (N.d.T.)  
9. « DAX-Konzerne stellen nur 54 Flüchtlinge ein », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 4 juillet 2016. Et, en mai 2016, l'Allemagne et d'autres pays membres de l'Union européenne se plaignirent officiellement au gouvernement turc que les très rares réfugiés syriens que la Turquie envoyait en « Europe » dans le cadre des accords Merkel-Erdoğan eussent besoin de soins médicaux intensifs ou fussent sans qualification. Peu après, le gouvernement d'Ankara confirma qu'il préférerait garder en Turquie les Syriens qui avaient une formation universitaire (« European Union-Flüchtlingsdeal : Türkei lässt hochqualifizierte Syrer nicht ausreisen », *Spiegel-Online*, 21 mai 2016). L'échange illustre l'importance relative des mobiles humanitaires dans la politique allemande des réfugiés.

éviter de contredire publiquement la chancelière allemande, de nuire à sa stature sur la scène intérieure allemande et de susciter des représailles, les dirigeants européens préférèrent se taire tout en se réservant la possibilité d'agir à leur guise le jour où il faudra vraiment faire quelque chose. S'aider mutuellement à sauver la face est la première et principale obligation pour appartenir au club des chefs de gouvernement européens, bien plus importante que la poursuite collective de politiques adoptées conjointement, si tant est qu'il y en ait. Une politicienne aussi rusée qu'Angela Merkel avait sans aucun doute conscience qu'en approuvant sa politique européenne des réfugiés et de l'asile les dirigeants européens cherchaient uniquement à lui faire une faveur, dans l'espérance d'un remboursement futur. De fait, alors que le gouvernement allemand insiste publiquement sur une lecture littérale des traités européens, il s'est abstenu depuis quelque temps de commenter les activités de la BCE qui reviennent à financer les déficits publics bien au-delà des directives des divers pactes européens de consolidation. Tandis que « l'Europe » se désintègre de cette manière et d'autres, l'apparence de politiques unifiées est préservée : c'est ce qui importe aux gouvernements, qui ont besoin de légitimer ainsi leurs politiques nationales.

L'électorat britannique ne suit pas d'assez près la politique européenne pour comprendre les différences subtiles, cultivées par les gouvernements, entre l'apparence et la réalité européennes, ainsi que les techniques raffinées mises au point pour aller et venir entre les deux. Entendant parler de la politique des réfugiés vendue par Merkel au public allemand comme une politique européenne, il a dû craindre que, le moment venu, son pays adopte aussi ces mesures.

Que les Britanniques n'aient pas parfaitement saisi ce qu'il se passait entre Berlin et Bruxelles dans le second semestre critique de 2015 n'a pas rendu la situation moins menaçante (s'ils l'avaient comprise, elle aurait pu leur paraître bien davantage encore). Le slogan de la campagne du *Leave, Taking back control* (Reprendre le contrôle), doit se lire largement comme l'expression du désir de ne pas être soumis aux mystérieuses idiosyncrasies d'un gouvernement allemand auquel son système politique assure une liberté de manœuvre presque illimitée, tandis qu'une opposition habilement acculée lui permet de présenter ses besoins intérieurs comme des intérêts européens inspirés de valeurs européennes. Observant d'outre-Manche le continent, les électeurs britanniques ont pu craindre à juste titre d'être accablés d'une nouvelle obligation quasi constitutionnelle, impossible à changer par la voie démocratique, leur enjoignant d'ouvrir inconditionnellement leurs frontières et leur marché du travail, pas simplement aux immigrants d'autres pays membres de l'UE moins prospères, mais aussi à quiconque demanderait à entrer, en qualité de demandeur d'asile ou de réfugié. La perspective de devoir se soumettre à la façon dont l'Allemagne, avec sa situation politique et démographique et son marché du travail particuliers, avait choisi d'interpréter le droit international, sujet à réinterprétation au gré des changements d'intérêts politiques et économiques de Berlin, a été sans doute un facteur majeur du coup historique porté par le Brexit à l'intégration européenne telle que nous la connaissons.

Wolfgang Streeck.

Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat.



histoire  
politique  
société

# le débat

**Didier Leschi** : Choses vues en Seine-Saint-Denis

## **Le choc migratoire**

Ivan Krastev, Raffaele Simone

**Wolfgang Streeck** : L'Allemagne et l'Europe

## **Droite et gauche**

Flavien Dupuis, Marcel Gauchet

**Maurice Merchier** : Vers la transdémocratie ?

**Bernard Colasse** : Comptabilité et vision de l'entreprise

**Valérie Charolles** : Sur la mesure de la performance

**Jean-Luc Gréau** : Le néolibéralisme ou le socialisme retourné

**Franck Dedieu, Frédéric Teulon** : Les leçons de la dévaluation Blum : 1936-2016

## **Autour de *Pour une école de l'exigence intellectuelle* de Jean-Pierre Terrail**

Stella Baruk, Denis Kambouchner, Philippe Meirieu, Jean-Pierre Terrail

**François Vatin** : Université : une crise sans fin ?

**Pierre-André Taguieff** : Face au racisme, à quoi sert le savoir ?

numéro **192** novembre-décembre 2016

**Gallimard**